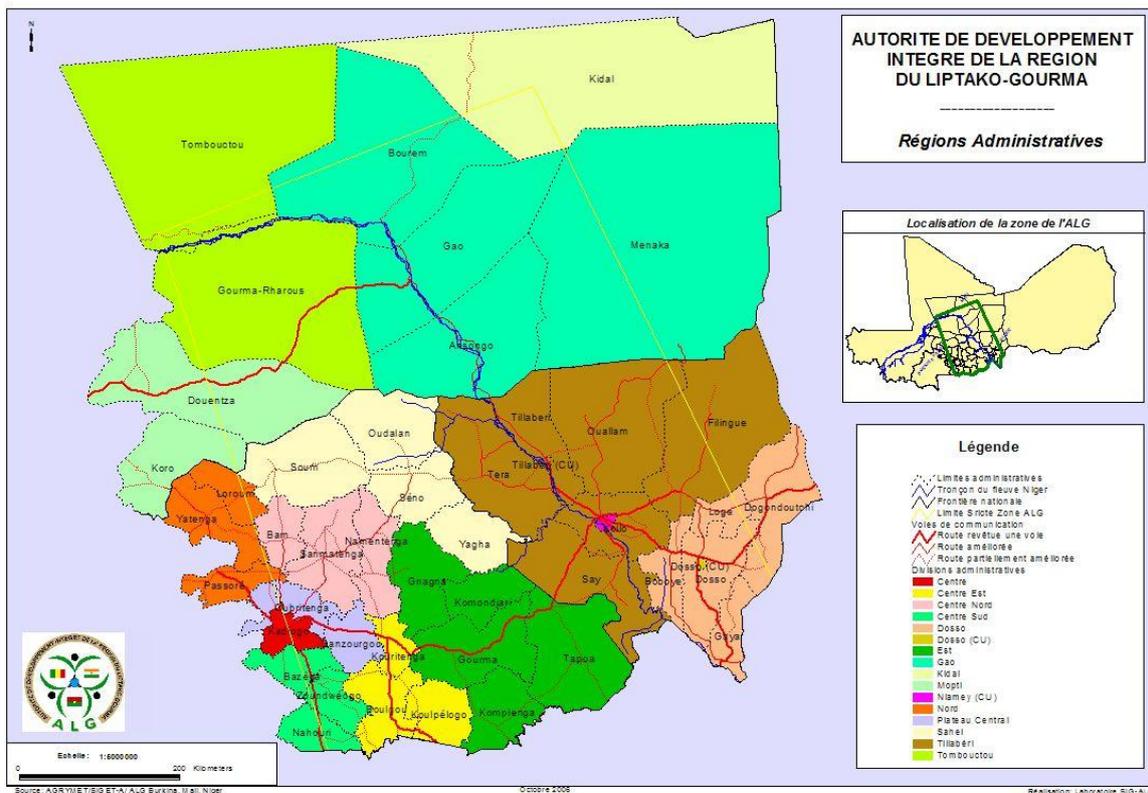


# AUTORITE DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE LA REGION DU LIPTAKO-GOURMA (ALG)

## DIRECTION GENERALE



## PROJET DE RAPPORT D'ACTIVITES 2015 DE LA DIRECTION GENERALE

MARS 2016

## Sommaire

SIGLE ET ABREVIATION .....	i
INTRODUCTION .....	1
I. RAPPEL DES ACTIVITES PROGRAMMEES AU TITRE DE L'ANNEE 2015.....	2
II. ETAT D'EXECUTION A MI-PARCOURS DU PROGRAMME D'ACTIVITES 2015 ETABLI AU 30 SEPTEMBRE 2015 .....	8
2.1. Amélioration de la Mise en œuvre des Décisions et Recommandations Issues des Instances de Décision .....	8
2.2 Evaluation du Niveau d'Atteinte des Résultats Intermédiaires des Projets et Programmes et Etudes en Cours .....	12
2.3. Amélioration du Niveau de Mobilisation des Ressources .....	18
2.4. Renforcement et Diversification du Partenariat.....	19
2.5. Gestion Courante .....	23
2.6. Au Titre des Activités Ponctuelles.....	28
III. DIFFICULTES RENCONTREES ET CONCLUSION.....	29
ANNEXES.....	30
Tableau 1 : Etat de mise en œuvre des recommandations et tâches de la 51 <sup>ème</sup> session du Conseil des Ministres .....	32
Tableau 2: Etat de mise en œuvre des activités programmées en 2015 au 30 septembre 2015.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 3 : Etat de mise en œuvre des activités hors programme au 30 septembre 2015.....	43

## SIGLE ET ABREVIATION

ABN	Autorité du Bassin du Niger
ABV	Autorité du Bassin de la Volta
ACMAD	African Centre of Meteorological Application for Development
ALG	Autorité de Développement Intégré de la Région du Liptako-Gourma
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BERD	Bureau d'Etudes et de Recherche pour le Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BID	Banque Islamique de Développement
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CMC	Centres Multimédia Communautaires
DAO	Dossiers d'Appel d'Offre
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FKDEA	Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe
IED	Investissement Etranger Direct
OIG	Organisation Inter-Gouvernementale
PDA	Programme Détaillé des Activités
PPA	Programme Prioritaire d'Actions
PIB	Produit Intérieur Brut
PTI	Programme Triennal d'Investissements
TDR	Termes de Référence
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africain

## INTRODUCTION

Le Programme Triennal d'Activités 2015-2017 de la Direction Générale de l'Autorité de Développement Intégré de la Région du Liptako-Gourma (ALG), a été adopté par la 51<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres tenue à Niamey, République du Niger, le 27 avril 2015.

Sur instruction dudit Conseil, la tranche annuelle 2015, première année d'exécution de ce programme a été centrée principalement autour de :

- la tenue d'un Conseil Extraordinaire du Conseil des Ministres en vue d'examiner les conclusions de l'Audit structurel ;
- l'élaboration de la stratégie de communication dont le principe a été acquis lors de la 49<sup>ème</sup> Session ordinaire du Conseil des Ministres ;
- la rencontre des experts en charge de la programmation des investissements ;
- les missions de collecte des données auprès des Etats membres et des partenaires.

Un premier rapport d'étape, établi au 30 septembre 2015, a été porté à la connaissance du Conseil des Ministres, lors de sa 52<sup>ème</sup> session ordinaire tenue le 27 décembre 2015, à Bamako, en République du Mali.

Le présent rapport d'activités consolidé, rend compte de l'exécution des activités de la Direction Générale de l'ALG au cours de l'année 2015. Il s'articule autour des points suivants:

- Rappel des activités programmées au titre de l'année 2015;
- Etat d'exécution du programme d'activités, établi au 31 décembre 2015.

## I. RAPPEL DES ACTIVITES PROGRAMMEES AU TITRE DE L'ANNEE 2015

La tranche annuelle 2015 du Programme Triennal d'Activités a été structurée autour des quatre grands axes d'intervention de l'ALG tels qu'adoptés par le Conseil des Ministres, lors de sa 48<sup>ème</sup> session ordinaire. Il s'agit de :

1. l'amélioration du niveau de mise en œuvre des décisions et recommandations issues des instances de décision;
2. l'évaluation du niveau d'atteinte des résultats intermédiaires pour les projets en cours ;
3. l'amélioration du niveau de mobilisation des ressources à travers la mise en œuvre de la stratégie de communication et de mobilisation des ressources (conditions indispensables à la mise en œuvre des nouveaux projets et programmes) ;
4. le renforcement et la diversification du partenariat avec les autres Organisations et Institutions.

L'ensemble des activités concourant à l'atteinte des objectifs, sont rappelées dans le tableau ci-dessous :

## Tranche Annuelle 2015 DU PTA 2015-2017

Objectifs/Activités	Résultats Attendus	Indicateurs de Résultats/de Mise en Œuvre	Source de Vérification	Coût de Réalisation	Hypothèses de Risques
<b>Améliorer le niveau de mise en œuvre des décisions et recommandations des instances de décision</b>	<b>Les décisions et recommandations des instances de décision sont mise en œuvre à 100%</b>	<b>Pourcentage de mise en œuvre</b>	<b>Rapport d'activités</b>		
Organiser un atelier régional d'examen du rapport provisoire de l'audit structurel, ensemble ses textes d'application et du règlement intérieur du Fonds de développement	Le rapport provisoire de l'audit structurel, ensemble ses textes d'application et le règlement intérieur du Fonds de développement sont amendés par les experts des Etats membres	Disponibilité des résultats dans les délais	Compte rendu de la réunion des experts	Pm	Disponibilité des acteurs et des ressources
Organiser une Session Extraordinaire du Conseil des Ministres pour la validation du rapport d'audit, ensemble ses textes d'application et le règlement intérieur du Fonds de développement amendés	Les conclusions de l'audit structurel, ensemble ses textes d'application et le règlement intérieur du Fonds de développement sont validés	Disponibilité des conclusions dans les délais	Communiqué final	Pm	Disponibilité des acteurs et des ressources
Organiser la Conférence Extraordinaire des Chefs d'Etat en vue de l'adoption du texte de droit primaire	Les nouveaux textes de droit dérivé sont adoptés par la Conférence des Chefs d'Etat	Disponibilité des conclusions dans les délais	Communiqué final	Pm	Disponibilité des acteurs et des ressources
Faire ratifier le nouveau texte fondamental de la nouvelle ALG par les Etats membres	Le nouveau texte fondamental de la nouvelle ALG est ratifié	Disponibilité des conclusions dans les délais	Texte de loi	Pm	Disponibilité des acteurs et des ressources
Organiser des ateliers nationaux de sensibilisation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre des réformes	Les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des réformes sont sensibilisés	Disponibilité des résultats dans les délais	Compte rendu des réunions	Pm	Disponibilité des acteurs et des ressources
Participer au processus de reconstruction des régions du Nord du Mali	L'ALG est impliqué dans le processus de reconstruction des régions du Nord du Mali	Nombre de projets mis en œuvre	Programme d'investissement	<b>12.000.000</b>	Disponibilité des acteurs et des ressources
Intégrer les plateformes de coordination des Fonds spéciaux sur le Sahel	L'ALG est intégrée dans les processus d'identification des projets éligibles aux Fonds	Nombre de projets mis en œuvre	Programme d'investissement	<b>4.000.000</b>	Disponibilité des ressources
Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de communication	L'ALG est mieux connu des populations et des partenaires.	Nombre de visiteurs du Site web, Nombre de partenaires touchés	Rapport d'activités	Pm	Disponibilité des acteurs et des ressources
Organiser les Sessions ordinaires du Conseil des Ministres au Burkina Faso	L'ALG est dotée d'instruments de gestion	Disponibilité des conclusions dans les délais	Communiqué final	<b>22.000.000</b>	Disponibilité des acteurs et des ressources
Pourvoir les postes de travail en ressources de qualité	Les compétences humaines sont renforcées	Disponibilité du plan de formation dans les délais ; Disponibilité des compétences	Fichier du personnel		Disponibilité des acteurs et des ressources
Doter l'ALG en matériels et outils adéquats de travail	Les services sont opérationnels	Disponibilité des ressources matérielles dans les délais	Rapport d'inventaire		Disponibilité des ressources
<b>Evaluer le degré d'atteinte des résultats intermédiaires des projets en cours d'exécution</b>	<b>L'efficacité de la gestion des projets et programmes est améliorée</b>	<b>Taux d'exécution physique et financière</b>	<b>Rapport d'activités</b>		

Objectifs/Activités	Résultats Attendus	Indicateurs de Résultats/de Mise en Œuvre	Source de Vérification	Coût de Réalisation	Hypothèses de Risques
<b>Rencontres Statutaires de Suivi</b>					
Organiser la Réunion du Comité de la géologie et des mines	La réunion du Comité s'est tenue	Disponibilité des résultats dans les délais	Compte rendu des travaux		Disponibilité des ressources
Organiser la Réunion du Comité de désenclavement	La réunion du Comité s'est tenue	Disponibilité des résultats dans les délais	Compte rendu des travaux	<b>8.000.000</b>	Disponibilité des ressources
Organiser les Réunions du Comité technique de coordination de la lutte antiacridienne	La réunion du Comité s'est tenue	Disponibilité des résultats dans les délais	Compte rendu des travaux	<b>10.000.000</b>	Disponibilité des ressources
<b>Missions de Collecte des Données</b>					
Organiser les missions de collecte de données auprès des Etats et des Institutions pour la mise à jour de la base de données sectorielles et régionales	les données du PTI et de la cartographie sont actualisées	Nombre de rapports de mission ; Disponibilité des données dans les délais	Rapport de mission	<b>5.200.000</b>	Disponibilité des ressources
Appuyer les réunions des Comités nationaux de suivi des activités de l'ALG	les données du PTI et de la cartographie sont actualisées	Disponibilité des données dans les délais	Compte rendu	<b>3.900.000</b>	
<b>Projet Renforcement des Moyens de Protection des Végétaux</b>					
Organiser l'évaluation finale du projet de Protection des Végétaux	Le projet Protection des végétaux est bien exécuté	Taux d'exécution physique et financière,	Rapport de mission		Disponibilité des ressources
Réaliser l'étude de faisabilité d'un second projet de Protection des Végétaux	Le projet de second projet de Protection des végétaux est élaboré.	Disponibilité des résultats dans les délais	Document de projet		Disponibilité des ressources
Organiser l'atelier de validation de l'étude de faisabilité d'un second projet de Protection des Végétaux	Le projet de second projet de Protection des végétaux est validé.	Disponibilité des résultats dans les délais	Compte rendu des travaux		Disponibilité des ressources
Organiser la rencontre des Ministres en charge de la Protection des Végétaux	Une orientation est donnée pour les actions futures	Degré de satisfaction des décideurs	Compte rendu des travaux		Disponibilité des ressources et des acteurs
<b>Programme de Développement de l'Élevage</b>					
Suivre l'évaluation du premier Programme par la BIDD	L'état des lieux de la mise en œuvre du premier programme est fait	Taux d'exécution physique et financière,	Rapport de mission	<b>4.000.000</b>	Disponibilité des ressources
Réaliser l'étude de faisabilité d'un second programme de développement de l'Élevage	Le projet de second programme de développement de l'Élevage est élaboré.	Disponibilité des résultats dans les délais	Document de projet		Disponibilité des ressources
Organiser l'atelier de validation de l'étude de faisabilité d'un second programme de développement de l'Élevage	Le projet de second programme de développement de l'Élevage est validé.	Disponibilité des résultats dans les délais	Compte rendu des travaux		Disponibilité des ressources
Organiser la rencontre des Ministres en charge de l'Élevage	Une orientation est donnée pour les actions futures	Degré de satisfaction des décideurs	Compte rendu des travaux		Disponibilité des ressources
<b>Programme Hydraulique ALG3</b>					
Suivre l'exécution du programme hydraulique volet Burkina/ALG3	Le programme est bien exécuté	Taux d'exécution physique et financière	Rapport de mission	<b>1.000.000</b>	Disponibilité des ressources
Suivre l'exécution du programme hydraulique volet Niger/ALG3	Le programme est bien exécuté	Taux d'exécution physique et financière	Rapport d'activités	<b>1.000.000</b>	Disponibilité des ressources
<b>Programme de Gestion Intégrée des Ressources et Equipements Pastorales en Zones Transfrontalières</b>					
Suivre l'exécution de la composante Burkina du programme	Le programme est bien exécuté	Taux d'exécution physique et financière	Rapport de mission	<b>2.500.000</b>	Disponibilité des ressources et des acteurs
Organiser l'atelier de validation du Programme	Le programme de gestion intégrée des	Disponibilité des résultats dans	Compte rendu des	<b>2.500.000</b>	Disponibilité des ressources

Objectifs/Activités	Résultats Attendus	Indicateurs de Résultats/de Mise en Œuvre	Source de Vérification	Coût de Réalisation	Hypothèses de Risques
régional	ressources et équipements pastoraux est validé.	les délais	travaux		et des acteurs
Organiser la rencontre des Ministres en charge de l'Elevage sur le statut de la zone d'influence du Forage Christine	Le statut de la zone d'influence du Forage Christine est clarifié	Disponibilité des résultats dans les délais	Compte rendu des travaux	<b>8.000.000</b>	Disponibilité des ressources et des acteurs
<b>Programme de Désenclavement</b>					
Suivre les travaux de bitumage de la route du poisson (Bandiagara-Bankass-Koro-Frontière du Burkina Faso et Ouahigouya-Thiou-Frontière Mali)	Le programme est bien exécuté	Taux d'exécution physique et financière	Rapport de mission	<b>1.500.000</b>	Disponibilité des ressources
<b>Suivi des Etudes et Projets en Instance de Démarrage</b>					
Suivre l'instruction des requêtes pour le financement du Programme prioritaire d'aménagement des routes secondaires inter-états	Les ressources sont mobilisées	Nombre de Conventions signées	Rapport d'activités		Disponibilité des ressources
Suivre les études du Projet de création d'ateliers écoles dans le domaine des mines	Le document de projet est disponible	Disponibilité du document dans les délais	Rapport de mission	<b>3.250.000</b>	Disponibilité des ressources
Suivre les Etudes de faisabilité d'un programme de sécurité alimentaire dans la RLG	Le document de projet est disponible	Disponibilité du document dans les délais	Rapport de mission		Disponibilité des ressources
Organiser l'atelier de validation du Programme de sécurité alimentaire dans la RLG	Le programme de sécurité alimentaire dans la RLG est validé.	Disponibilité des résultats dans les délais	Document de projet		Disponibilité des ressources
Suivre les Etudes de faisabilité d'un programme de promotion des Energies renouvelables dans la RLG	Le document de projet est disponible	Disponibilité du document dans les délais	Rapport de mission	<b>4.000.000</b>	Disponibilité des ressources
Suivre le projet d'Assistance technique avec le Royaume du Maroc	L'ALG est assisté dans le domaine minier	Disponibilité des compétences dans les délais	Contrat d'assistance		Disponibilité des ressources
Suivre l'évaluation de l'ouvrage de franchissement des routes Sebba Frontière Niger et Bangaré frontière Burkina	Le document de projet est disponible	Disponibilité du document dans les délais	Document de projet		Disponibilité des ressources
Suivre des Etudes de faisabilité des programmes du PPA 2010-2015	Les documents de projets sont disponibles	Disponibilité des documents dans les délais	Documents de projets		Disponibilité des ressources
Suivre le Programme Chemin de fer des mines	La bretelle Tambao-Assongo est prise en compte	Nombre de participation aux rencontres du Comité	Rapport de mission	<b>1.500.000</b>	Disponibilité des ressources et des acteurs
Suivre les études sur les déperditions d'or par l'orpaillage dans les Etats membres de l'ALG	Le document de projet est disponible	Disponibilité du document dans les délais	Rapport de mission	<b>1.500.000</b>	Disponibilité des ressources
<b>Améliorer le niveau de mobilisation des ressources nécessaires au fonctionnement et à la mise en œuvre des projets et programmes de nouvelle génération</b>	<b>Le niveau des ressources mobilisées pour le fonctionnement et la mise en œuvre des projets et programmes est amélioré de 30 % par an</b>	<b>Taux de mobilisation</b>	<b>Rapport d'activité</b>		
Organiser les rencontres des experts des pays membres en charge de la programmation des investissements	Les projets et programmes de l'ALG sont inscrits comme priorités dans les PIP des Etats membres	Nombre de requêtes traitées dans les délais	Compte rendu des travaux	<b>10.000.000</b>	Disponibilité des ressources et des acteurs

Objectifs/Activités	Résultats Attendus	Indicateurs de Résultats/de Mise en Œuvre	Source de Vérification	Coût de Réalisation	Hypothèses de Risques
Organiser les Tables Rondes sectorielles des bailleurs de fonds	Les partenaires ont manifesté leur accompagnement pour le financement des programmes	Nombre de projets ayant obtenu un financement	Annonces	<b>15.000.000</b>	Disponibilité des ressources et des acteurs
Réaliser les missions de suivi des requêtes et de sensibilisation des Etats		Niveau de recouvrement des contributions des Etats	Etats financiers	<b>5.000.000</b>	Disponibilité des ressources et des acteurs
Réaliser les missions de suivi des requêtes et de sensibilisation des Partenaires Techniques et Financiers	Les annonces des partenaires sont matérialisées	Nombre de conventions ou d'accord signés	Etats financiers	<b>10.000.000</b>	
<b>Renforcer et diversifier le Partenariat avec les autres Organisations et Institutions</b>	<b>Le Partenariat avec les autres Organisation et Institutions est renforcé et diversifié</b>	<b>Nombre de convention mis en œuvre</b>			
Mettre en œuvre des accords de Partenariat avec l'UEMOA	Les accords de Partenariat avec l'UEMOA sont mis en œuvre	Nombre de convention exécuté	Rapport d'activités		Disponibilité des ressources et des partenaires
Mettre en œuvre des accords de partenariat avec la CEDEAO	Les accords de Partenariat entre la CEDEAO et l'ALG sont mise en œuvre	Nombre de convention de maîtrise d'ouvrage déléguée exécuté	Rapport d'activités		Disponibilité des ressources et des partenaires
Renforcer le Partenariat avec la Coopération Suisse	Les accords de Partenariat avec la Coopération Suisse sont mis en œuvre	Nombre de convention de exécuté	Rapport d'activités		Disponibilité des ressources et des partenaires
Intensifier les démarches auprès de l'UA et de la Coopération Allemande vue de finaliser les accords de principe	Les accords de Partenariat avec la Coopération Allemande sont mis en œuvre	Nombre de convention de maîtrise d'ouvrage déléguée exécuté	Rapport d'activités		Disponibilité des ressources et des partenaires
Intensifier les démarches auprès du CILSS en vue de finaliser les accords de principe	Les accords de Partenariat entre le CILSS et l'ALG sont mise en œuvre	Nombre de projets conjointement exécutés	Rapport d'activités		Disponibilité des ressources et des partenaires
Mettre en œuvre l'accord de Partenariat avec l'ABN	Les accords de Partenariat avec l'ABN sont mis en œuvre	Nombre de projets conjointement exécutés			Disponibilité des ressources et des partenaires
Etablir des relations de Partenariat avec l'ABV	L'accord de Partenariat est signé	Nombre de projets conjointement exécutés			Disponibilité des ressources et des partenaires
Améliorer le Partenariat avec la FAO en matière de sécurité alimentaire dans la Région	L'accord de coopération technique est signé	Nombre de projets élaborés			Disponibilité des ressources et des partenaires
Améliorer le Partenariat avec les organisations de la société civile	Les relations entre les OSC et l'ALG se sont améliorées	Nombre de rencontres organisé conjointement			Disponibilité des ressources et des partenaires
Rencontre des acteurs de la coopération transfrontalière	La rencontre est tenue	Disponibilité des résultats dans les délais	Compte rendu de réunion		Disponibilité des ressources et des partenaires
Mettre en œuvre les recommandations de la réunion des experts de la coopération transfrontalière des pays membres.	Une étude diagnostique des initiatives de coopération transfrontalière dans la Région du Liptako-Gourma est réalisée	Disponibilité des résultats dans les délais	Rapport diagnostic		Disponibilité des ressources et des partenaires
	La réunion des acteurs régionaux et locaux de la coopération transfrontalière des pays membres de l'ALG est tenue	Disponibilité des résultats dans les délais	Compte rendu de réunion	<b>4.500.000</b>	Disponibilité des ressources et des partenaires



## II. ETAT D'EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTIVITES 2015 DE LA DIRECTION GENERALE ETABLI AU 31 DECEMBRE 2015

Le programme d'activités 2015 de la Direction Générale de l'ALG a été exécuté suivant le rythme de mobilisation des contributions des Etats membres. L'échéance du 30 juin 2015 avait été fixée aux Etats pour libérer leurs contributions au budget exercice 2015. Les réactions des Etats ont été enregistrées seulement à partir du mois de septembre 2015. A la date du 31 décembre 2015, toutes les contributions ne sont toujours pas recouvrées ; ce qui a eu pour conséquence, le report à nouveau de certaines instructions dont la réalisation devrait permettre d'orienter les prises de décisions.

L'état d'exécution du programme est présenté suivant les quatre (4) principaux axes d'intervention.

### 2.1. Amélioration de la mise en œuvre des Décisions et Recommandations Issues des Instances de Décision

#### 2.1.1 Elaboration des actes finaux de la 51<sup>ème</sup> session ministérielle

Les actes finaux de la 51<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres ont été produits et validés. Il s'agit :

- du communiqué final ;
- du budget 2015 ;
- du programme triennal d'activités 2015-2017 ;
- du programme triennal d'investissement 2015-2017 ;
- du compte rendu du Conseil des Ministres ;
- de la décision et de la résolution relatives aux contributions des Etats au titre de l'année 2015.

#### 2.1.2 Audit Structurel

L'instruction de la 51<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres relative à la tenue d'un Conseil Extraordinaire en septembre 2015, autour des conclusions de l'Audit Structurel, n'a pu être respectée.

Dès le mois de mai 2015, la Direction Générale de l'ALG a élaboré les termes de référence en vue de l'organisation de trois (3) ateliers nationaux d'information et d'appropriation du processus par acteurs étatiques. Pour

des raisons essentiellement de trésorerie, le processus enclenché a été suspendu.

En rappel, ce n'est qu'après cette étape, que le Conseil extraordinaire des Ministres, précédé d'une réunion des Experts préparatoire, devrait être convoqué.

### **2.1.3 Rencontre des Experts en Charge de la Programmation des Investissements**

Au moment où la Communauté Internationale tente de dynamiser le développement harmonieux de la zone sahéenne de l'Afrique dont sont membres les trois pays de l'ALG, à travers des stratégies multiples (Nations Unies, Union Européenne, France, Union Africaine, Plateforme de Bamako, CEDEAO, G5...), le Conseil des Ministres de l'ALG, lors de sa 50<sup>ème</sup> Session ordinaire a instruit l'ALG de saisir ces opportunités pour se positionner comme potentiel bénéficiaire des fonds spéciaux qui seront mobilisés.

Depuis lors, les différentes plateformes ainsi créées, multiplient les rencontres avec les acteurs nationaux en charge de la programmation des investissements, en vue d'élaborer des projets qui pourraient être éligibles au Programme Sahel.

En la matière, l'ALG dispose déjà pour le compte de ses trois Etats membres, des projets et programmes répondant aux critères d'éligibilité aux Fonds spéciaux du Programme Sahel et qui pourraient servir de base de discussions. Mais hélas, en dehors de la CEDEAO et de la France, qui ont associé directement l'ALG à leur processus, les autres initiatives sont élaborées avec les experts nationaux en charge de la programmation, lesquels, ne sont pas toujours au parfum des initiatives en cours au niveau de l'ALG.

De la sorte, des projets qui auraient pu être présentés de commun accord par les trois Etats au financement des fonds spéciaux, ne le sont pas alors que les Etats pris individuellement, n'en disposent pas toujours.

Au regard de ce qui précède, le seul moyen pour l'ALG de se positionner comme potentiel bénéficiaire des fonds spéciaux, est le partage d'informations et la sensibilisation des représentants des Etats membres à tous ces foras. Par conséquent, elle juge nécessaire que les experts nationaux en charge de la programmation des investissements, s'approprient les initiatives en cours au niveau de l'ALG, afin de mieux les intégrer dans les priorités nationales à caractère régional.

Cette préoccupation a été partagée par le Conseil des Ministres en sa 51<sup>ème</sup> Session ordinaire tenue à Niamey le 27 avril 2015. En application de cette orientation, l'ALG envisage d'instaurer tous les deux ans, la rencontre des Experts des pays membres en charge de la programmation des investissements. Ce cadre d'échanges et de sensibilisation contribuera à la mobilisation des ressources pour financer les projets et programmes de l'ALG.

Pour la première rencontre qui était prévue en 2015, l'ALG avait reçu l'accord de principe du Ministre malien en charge de la planification pour son organisation par le Mali. Des termes de référence ont été élaborés et soumis à l'appréciation de la partie malienne. Aucune réaction n'a été enregistrée jusqu'au 31 décembre 2015.

## **2.1.4 Positionnement de l'ALG pour bénéficier des Fonds Spéciaux**

### *2.1.4.1 Avec la CEDEAO*

L'ALG est depuis 2014, membre de la Plateforme de coordination pour la mise en œuvre de la Stratégie Sahel de la CEDEAO. A ce titre, au cours de l'année 2015, l'ALG a :

- reçu en audience une équipe du Secrétariat technique de la Plateforme de coordination de la CEDEAO, en mission de sensibilisation au Burkina Faso ;
- participé à la réunion de lancement de l'initiative base de données pour le sahel et d'élaboration du cadre logique pour le suivi de la Stratégie Sahel de la CEDEAO.

Ces rencontres ont permis à l'ALG de partager les points de vue avec les autres acteurs et de renforcer sa coopération avec la CEDEAO.

### *2.1.4.2 Avec la France*

Le Projet d'Appui à la Coopération transfrontalière au Sahel (ACTS) du Gouvernement français a été officiellement lancé en Février 2015 et logé dans l'enceinte de l'ALG.

Il a fait l'objet d'une signature de Convention de coopération entre l'ALG et le Ministère français des affaires étrangères et du développement International en juin 2015 à Paris. Cette coopération a été matérialisée par la

signature de trois (3) Conventions de financement entre l'ALG et l'Ambassade de France au Burkina Faso.

La reprise du partenariat avec la coopération française est une opportunité qui ouvre de belles perspectives à l'ALG en matière de mobilisation de ressources financières auprès de partenaires bilatéraux pouvant servir à l'approvisionnement du Fonds de Développement du Liptako-Gourma. Par ailleurs, c'est une occasion d'ouverture vers d'autres bailleurs de fonds potentiels notamment l'Agence Française de Développement et l'Union Européenne.

### **2.1.5 Passation de charge**

Conformément à la décision de la 51<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres, Monsieur OUA Saïdou, de nationalité nigérienne, a été nommé au poste de Directeur Général de L'ALG pour un mandat de trois (3) ans, renouvelable une fois, en remplacement de Monsieur BadiOuld Ahmed GANFOUD, en fin de mandat.

La cérémonie de passation de charge a eu lieu le 18 décembre 2015, sous la présidence de Madame Amina BILLA/BAMBARA, Ministre Délégué chargé du Budget du Burkina Faso, représentant le Président du Conseil des Ministres.

### **2.1.6 52<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres**

La 52<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres s'est tenue le 27 décembre 2015, à Bamako, en République du Mali. Elle a été précédée d'une réunion des experts préparatoire.

Le Conseil a entre autres adopté :

- le budget de l'ALG, gestion 2016,
- le programme triennal d'activités 2016-2018 ;
- le programme d'investissement 2016.

Il a en outre instruit la Direction Générale de l'ALG de lui soumettre au plus tard le 31 mars 2016, les conclusions de l'Audit structurel et de la stratégie de communication.

Il convient de souligner que la convocation de la 52<sup>ème</sup> session dans les délais a été favorisée par une mission circulaire de sensibilisation de la Direction Générale de l'ALG auprès des différents Ministres de tutelle. Cette mission s'est déroulée au cours du mois de novembre 2015.

## 2.2 Evaluation du Niveau d'Atteinte des Résultats Intermédiaires des Projets et Programmes et Etudes en Cours

### 2.2.1 Dans le domaine du développement rural

#### *2.2.1.1 Programme de développement de l'élevage dans les Etats membres du Liptako-Gourma*

Les termes de référence en vue de l'étude de faisabilité d'un programme de développement de l'élevage dans les Etats membres du Liptako-Gourma ont été élaborés et soumis à la BID pour financement.

Par lettre CTY-B03/2607, en date du 09 novembre 2015, la BID accorde à l'ALG une Assistance technique (Subvention) d'un montant de 270.000 dollars US, pour la réalisation de l'étude.

Le projet d'accord d'Assistance technique élaboré à cet effet, a été approuvé par l'ALG et soumis à la BID pour signature. La réaction de la Banque est attendue.

#### *2.2.1.2 Etude sur la problématique de l'appropriation et du transfert des équipements aux bénéficiaires*

Dans le cadre de l'exécution du programme de développement de l'élevage dans la région du Liptako-Gourma, les Unités nationales de gestion des projets ont réalisé pour le compte des Etats entre 2007 et 2012, des infrastructures d'élevage. Lors des différentes missions terrain de suivi, l'ALG a constaté que certaines des dites infrastructures n'étaient pas occupées, alors qu'elles avaient fait l'objet de besoins exprimés par les populations.

Face à cette situation inquiétante d'inoccupation des réalisations, l'ALG a élaboré des termes de référence en vue de mener une étude sur la problématique de l'appropriation et du transfert des équipements aux bénéficiaires. La BOAD a annoncé une contribution de 10 millions pour participer à la réalisation de l'étude.

Un accord de financement a été signé à cet effet mais la réalisation de l'activité reste suspendue au virement effectif des fonds.

#### *2.2.1.3 Etude de faisabilité d'un programme transfrontalier de préservation des terres de culture et de récupération de terres dégradées en adaptation aux changements climatiques dans la Région du Liptako-Gourma.*

L'activité principale a été l'organisation les 13 et 14 juillet 2015, de l'atelier sous régional de restitution du rapport provisoire de l'étude de faisabilité d'un programme transfrontalier de préservation des terres de culture et de récupération de terres dégradées en adaptation aux changements

climatiques dans la Région du Liptako-Gourma. La version définitive du rapport a été déposée à l'ALG le 16 septembre 2015.

#### *2.2.1.4 Etude pour la formulation d'un programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la Région du Liptako-Gourma*

Sur recommandation de la 45<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres, un accord de coopération technique a été signé entre la FAO et l'ALG en vue de la formulation d'un programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la Région du Liptako-Gourma.

Après les missions de collecte des données sur le terrain en 2014, un avant-projet dudit programme a été élaboré. En 2015, les documents ont été envoyés aux Etats membres de l'ALG en vue de l'atelier de validation qui avait été envisagé initialement au cours de la deuxième quinzaine du mois de septembre 2015 à Ouagadougou. Pour des raisons de sécurité liées au coup d'Etat manqué du 17 septembre 2015 au Burkina Faso, l'activité a été reportée en 2016.

## **2.2.2 Dans le Domaine de l'Hydraulique et de l'Energie**

### *2.2.2.1 Programme d'hydraulique ALG Burkina : Projet d'aménagements hydroagricoles du Liptako-Gourma phase III extension (AHA-ALG-IIIIE)*

Par manque de ressources, les activités programmées dans le cadre du suivi de ce projet en cours, n'ont pu être réalisées. Toutefois, l'ALG a participé le 23 décembre 2015, à la huitième session ordinaire du Comité de pilotage du projet. Cette session a permis d'examiner et d'adopter le projet de programme et de budget pour l'année 2016 (PTBA 2016).

A titre de rappel, le projet est en cours d'exécution et permettra à terme de réaliser quatre barrages et 292 ha de périmètres irrigués.

### *2.2.2.2 Programme d'hydraulique Pastorale : Projet de Gestion Intégré des Ressources et Equipements Pastoraux dans l'espace transfrontalier du forage Christine*

Au cours de l'année 2015, aucune activité n'a été menée concernant ce projet dont la mise en œuvre reste suspendue à la mobilisation des ressources complémentaires.

En rappel, la Coopération Suisse a informé l'ALG qu'elle met à sa disposition (période 2015-2017) pour la mise en œuvre du projet, un montant

prévisionnel de deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs suisse (soit environ un milliard trois cent millions FCFA) sur un besoin global de près de onze (11) milliards de F CFA.

L'ALG et l'Etat burkinabè sont toujours à la recherche de partenaires potentiels pour accompagner la Coopération Suisse.

### *2.2.2.3 Projet de promotion des énergies renouvelables dans la région du Liptako-Gourma*

Le processus de sélection du bureau d'études pour l'exécution de l'étude de faisabilité a été entamé avec l'élaboration du dossier d'appel d'offre qui a été envoyé à la BADEA en août 2015, pour demander son avis de non objection. Sa réponse est toujours attendue malgré l'envoi d'une lettre de rappel.

Pour mémoire, suite à la requête de financement que l'ALG a adressé à la BADEA en date 15/01/2013 pour le financement d'une étude de faisabilité technico- économique dudit projet, la BADEA par correspondance en date du 30 octobre 2013 avait marqué son intérêt pour financer cette étude en demandant des informations complémentaires. Par la suite, la BADEA dans sa correspondance du 17 juin 2014, a informé l'ALG qu'elle lui accorde un montant ne dépassant pas quatre cent vingt mille dollars (420 000 US) pour le financement de cette étude de faisabilité.

## **2.2.3 Dans le Domaine des Infrastructures et Communications**

Les requêtes de financement adressées aux partenaires ont fait l'objet de suivi. Il s'agit essentiellement de celles relatives au financement des projets suivants:

### *2.2.3.1 Programme prioritaire d'aménagement des routes secondaires inter-états*

Les actions en cours dans ce programme concernent la recherche de financement pour la réalisation des routes secondaires inter-Etats à savoir :

- Djibo – Boni (145 Km) entre le Burkina et le Mali ;
- Ouallam – Menaka (198 Km) entre le Niger et le Mali ;
- Sebba – Bolci – Kobadjé (169 Km) entre le Burkina et le Niger.

A ce stade, le coût des linéaires a été actualisé et l'ALG a appuyé les requêtes introduites par tous les Etats auprès de la BADEA. La BADEA a donné son accord de principe pour accompagner la mise en œuvre du programme en

partenariat avec d'autres bailleurs de fonds. Pour ce faire, elle a orienté l'ALG vers d'autres partenaires arabes que sont : le groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), le Fonds Saoudien de Développement (FSD), le Fonds Koweïtien de Développement (FKD), le Fonds de Développement International de l'OPEC(OFID) et le Fonds d'Abou Dhabi(ADB).

Des requêtes ont été transmises par l'ALG à ces partenaires et seul le Fonds Koweïtien a invité les Etats à lui adresser individuellement pour examen leurs requêtes. Le Burkina Faso a envoyé sa requête. Celles du Mali et du Niger sont attendues.

#### *2.2.3.2 Etudes de faisabilité d'un Programme de promotion des Technologies de l'Information et des Communications dans la Région du Liptako-Gourma*

Sur orientations de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), l'ALG a engagé des échanges avec la Commission de l'UEMOA, qui lui ont permis d'être en possession des études menées par l'UEMOA, lesquelles études ont abouti à la déclinaison de projets concrets et réalisables et qui, cadrent parfaitement avec les objectifs visés par l'ALG sur cette question.

L'ALG a affirmé sa volonté de nouer un partenariat avec la Commission de l'UEMOA sur deux projets du programme à savoir : les Centres Multimédia Communautaires (CMC) et le renforcement de l'interconnexion entre les états membres, du reste pour ce qui est des composantes des pays membres de l'ALG (Burkina Faso, Mali et Niger).

L'accord de principe a été acquis mais l'UEMOA n'a toujours pas pu mobiliser les fonds nécessaires pour la mise en œuvre des projets.

#### *2.2.3.3 Etude de faisabilité technico-économique et environnementale du chemin de fer des mines : Bretelle Dori-Tambao-Ansongo*

L'objectif global de l'étude est de contribuer au désenclavement de la Région du Liptako-Gourma et au renforcement des infrastructures de la boucle ferroviaire en projet, pour les besoins d'intégration et de développement des régions à potentiels minier, industriel et agricole.

Un projet de termes de références a été élaboré au niveau de l'ALG et transmis aux Etats pour observations. En réaction, le Burkina Faso et le Niger ont fait parvenir leurs observations.

Particulièrement, le Burkina Faso a informé que l'étude et la construction du tronçon Dori-Tambaosont prises en compte dans le cadre d'un protocole d'accord signé le 31 juillet 2014, entre le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et des partenaires privées. Par conséquent, les termes de références ne doivent prendre en compte que le tronçon Tambao-Ansongo. Par ailleurs, SITARAIL s'engage, dans le cadre de la convention de concession révisée, à réhabiliter la ligne existante entre Ouagadougou-Kaya pour un coût d'environ 11 milliards de FCFA.

Quant à la construction de la voie ferrée Kaya-Dori-Tambao, le gouvernement burkinabé a décidé le 1<sup>er</sup> juillet 2015, de la suspension définitive de l'accord cadre PPP par lequel Pan African Mineral (PAM) devrait construire la nouvelle ligne Kaya-Dori-Tambao, en vue de l'évacuation du minerai de manganèse au port d'Abidjan. Aussi les cycles de négociation entamés avec PAM ont été mis en veille dans l'attente de la levée de la suspension ou la sélection d'un éventuel repreneur de la mine.

Enfin, l'atelier de validation du rapport préliminaire sur l'élaboration du plan directeur actualisé des interconnexions du réseau ferroviaire de la CEDEAO, tenu les 8 et 9 septembre 2015 à Dakar, a recommandé le prolongement de 100 km jusqu'à Gao au Mali de la liaison C2. Cette liaison C2 qui était initialement Ansongo-Kaya (364km) devient ainsi Gao-Ansongo-Kaya (464km). Elle intègre la section de chemin de fer Kaya-Dori-Tambao.

Quant au Mali, il n'a toujours pas réagi officiellement mais a souhaité que la bretelle soit prolongée jusqu'à Gao voire Tombouctou en passant par Bourem.

#### *2.2.3.4 Etude de faisabilité d'un programme d'amélioration de la navigabilité du fleuve Niger entre Mopti et Gaya*

L'objectif global visé par la réalisation de l'étude est de promouvoir le transport fluvial dans la Région du Liptako-Gourma et d'offrir un débouché sur l'océan Atlantique à travers le Nigeria jusqu'à Port-Harcourt.

Depuis 2012, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a donné son accord de principe pour financer l'étude à condition que les Etats lui transmettent des requêtes individuelles.

Seul le Niger a envoyé sa requête. Parallèlement, il a obtenu un financement de la Banque Mondiale pour l'étude de faisabilité de la navigabilité du tronçon situé sur son territoire. Le Burkina Faso a souhaité que l'ALG prenne

en compte la partie Ouest de son territoire dans le programme de navigabilité.

Aucune réaction officielle n'a été enregistrée du côté du Mali.

#### *2.2.3.5 Etude de faisabilité technico-économique et environnementale d'un projet de Transport Rural*

Le projet de transport rural fait partie des douze (12) programmes élaborés dans le cadre de l'appui institutionnel de la BAD. Conformément à la recommandation de la Table ronde des Bailleurs de fonds de 2011, des TDR en vue de l'étude de faisabilité ont été élaborés au niveau de l'ALG et transmis aux Etats pour observations.

Les Etats ayant réagi, le document a été finalisé et des requêtes ont été transmises à la BIDC, la BOAD et la BAD.

Les deux premières institutions ont réagi négativement. La BAD quant à elle, n'a toujours pas donné de suite et l'ALG suit toujours le traitement de sa requête à ce niveau.

### **2.2.4 Dans le Domaine des Mines**

#### *2.2.4.1 Suivi des dossiers en instruction auprès des partenaires*

Les requêtes suivantes sont en instruction auprès du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID) qui a donné son accord de principe pour accompagner l'ALG:

- Projet d'étude pour la création d'ateliers-écoles dans les pays membres de l'ALG en vue de l'amélioration de l'exploitation minière à petite échelle ;
- Projet d'assistance technique du Royaume du Maroc à l'ALG dans le domaine des mines.

Au cours de l'année 2015, la BID a été relancée et sa réaction est attendue.

#### *2.2.4.2 Projet de levé géophysique aéroporté sur l'ensemble des territoires des trois Etats membres de l'ALG*

Ce projet est pris en compte par l'UEMOA à l'échelle de l'espace communautaire. Pour faciliter la synergie d'actions avec l'UEMOA, la dernière réunion des Ministres en charge de la géologie et des mines tenue à Niamey du 24 au 26 septembre 2014, a recommandé aux Etats d'envoyer à l'ALG, l'état des lieux pour ce qui concerne la couverture géophysique.

Seul le Niger a envoyé à l'ALG l'état de la couverture géophysique de son territoire. Les réactions du Burkina Faso et du Mali sont toujours attendus. Toutefois, l'ALG est en contact permanent avec l'UEMOA pour le suivi du dossier.

#### *2.2.4.3 Projet d'étude de la faille de Markoye : implication métallogénique et hydrogéologique*

Il est attendu du Niger un envoi officiel des informations permettant de finaliser les termes de référence dudit projet pour évoluer vers les recherches de financement.

#### *2.2.4.4 Projet de cartographie géologique et prospection minière au nord du 14ème parallèle dans la Région du Liptako-Gourma*

Il est attendu du Niger un envoi officiel des informations permettant de finaliser les termes de référence dudit projet pour évoluer vers les recherches de financement.

### **2.3. Amélioration du Niveau de Mobilisation des Ressources**

#### ***2.3.1 Contributions des Etats membres***

La Direction Générale de l'ALG a menée des missions de mobilisation des contributions auprès du Burkina Faso et du Mali. Ces missions se sont déroulées en deux étapes et ont permis d'enregistrer d'une part, le paiement des douzièmes provisoires sollicités en début d'année eu égard à la tenue tardive de la 51<sup>ème</sup> Session ordinaire du Conseil des Ministres et, d'autre part, les contributions des deux Etats au titre du budget de fonctionnement, gestion 2015.

Aucune mission n'a encore été diligentée en direction du Niger.

#### ***2.3.2 Mobilisation des Ressources Extérieures***

Il est clairement établi que la meilleure manière de mobiliser le maximum de ressources extérieures pour le financement des projets et programmes, c'est le contact direct avec les différents partenaires. Cette activité a lieu

généralement à l'occasion des missions circulaires du Directeur Général, auprès des principaux Partenaires Techniques et Financiers de l'ALG et des Ambassades des pays membres de l'ALG accréditées auprès des pays de siège des partenaires.

Depuis 2012, aucune mission n'a pu être officiellement organisée au regard de la précarité de la trésorerie de l'ALG.

## 2.4. Renforcement et Diversification du Partenariat

### 2.4.1 *Coopération avec l'UEMOA*

Le Partenariat avec l'UEMOA s'est poursuivi à travers la mise en œuvre des Conventions 2012 et 2014.

Au titre de la Convention 2012, les activités menées ont concerné les missions de réceptions définitives des travaux suivants :

- acquisition et installation des équipements spécifiques au profit de l'Abattoir de Dori ;
- construction des marchés à bétail de Koro (Mali) et Balleyara (Niger) ;
- réhabilitation des marchés à bétail de Niangoloko (Burkina Faso) et Sikasso (Mali).

A Balleyara, au Niger, la mission n'a pas pu prononcer la réception définitive des travaux en raison de l'absence de l'Entreprise sur le terrain et la non levée des réserves formulées lors de la mission de réception provisoire.

Au titre de la Convention 2014, après la réalisation des travaux, l'ALG a organisé les missions de réceptions provisoires puis définitives des travaux suivants :

- Construction d'un marché à bétail à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) ;
- Construction d'un marché à bétail à Kadiolo (Mali) ;
- Construction d'un marché à bétail à Tera (Niger).

L'ensemble des réalisations au titre de la Convention 2014 ont fait l'objet d'avenants pour tenir compte des modifications souhaitées par les bénéficiaires au cours des missions de réceptions provisoires.

### 2.4.2 *Coopération avec la CEDEAO*

La coopération avec la CEDEAO a été formalisée depuis le 29 novembre 2013, avec la signature d'un Accord-cadre dans le domaine de la coopération transfrontalière et, d'un Accord de subvention d'un montant de 150 000 dollars US, relative à la mise en œuvre par l'ALG pour le compte de la Commission de la CEDEAO, du projet pilote de coopération transfrontalière de la zone Sikasso-Korhogo-Bobo-Dioulasso, communément appelée SKBO.

Le projet est exécuté par une Unité de coordination et les principales activités à réaliser au cours de l'année 2015 concernent :

- l'élaboration d'un plan transfrontalier de développement de la zone SKBO ;
- l'acquisition d'équipements informatique et de bureautiques au profit du réseau transfrontalier de radios communautaires KURUMBA ;
- l'organisation de l'assemblée générale du réseau ainsi que le financement de sessions de formation des membres du réseau de radios communautaires KURUMBA ;
- l'acquisition d'équipements de transformation et de séchage de fruits au profit du Groupement d'Intérêt Economique transfrontalier Burkina-Mali-Côte d'Ivoire (GIE-BMCI).

A l'exception du plan transfrontalier de développement de la zone et la formation des membres du Réseau KURUMBA, toutes les autres activités ont été réalisées.

#### *2.4.3 Coopération avec la Suisse*

L'ALG entretient depuis 2012 des relations de coopération avec les bureaux de la Coopération Suisse installés au Burkina Faso et au Mali, dans les domaines du pastoralisme et de la coopération transfrontalière.

En ce qui concerne le dernier domaine, une délégation du Bureau de la Coopération Suisse au Mali conduite par le Conseiller régional en charge de la Gouvernance Locale Publique, a rencontré l'ALG le mercredi 22 juillet 2015, pour l'informer du démarrage d'un Programme de Coopération Transfrontalière Locale financé par la Suisse au profit du Conseil des Collectivités Territoriales de l'espace UEMOA.

Au cours de la rencontre, la Coopération Suisse a sollicité l'implication de l'ALG dans la mise en œuvre de ce programme qui sera logé à la Commission de l'UEMOA. Les activités qui seront confiées à l'ALG feront

l'objet d'une convention de financement avec la Coopération Suisse d'ici la fin de l'année 2015.

Il convient également de rappeler que le bureau de la Coopération Suisse au Burkina Faso a réaffirmé sa contribution à l'ALG pour un montant de 2.5 millions de franc Suisse (environ 1,5 milliards de FCFA) pour la mise en œuvre du projet de Gestion Intégrée des Ressources et Equipements Pastoraux en Zones Transfrontalières-volet Burkina Faso. Il appartient à l'ALG d'intéresser d'autres partenaires à ce projet afin de boucler le budget.

#### ***2.4.4 Coopération avec la France***

L'année 2015 a été marquée par la participation de l'ALG aux activités suivantes relatives au Projet d'Appui à la Coopération Transfrontalière au Sahel:

- cérémonie officielle du projet au cours de laquelle le film documentaire sur l'ALG a été projeté permettant ainsi aux différents participants et partenaires potentiels de mieux connaître l'Institution (février 2015) ;
- première session du Comité de pilotage du projet (juin 2015) ;
- signature d'une Convention de coopération entre l'ALG et le Ministère français des affaires étrangères et du développement International (juin 2015).

En plus de ces activités, l'ALG participe au quotidien auprès du Coordinateur du projet, à l'identification des activités opérationnelles du projet. Principalement, l'ALG a signé avec l'Ambassade de France au Burkina Faso, trois (3) conventions de financement.

La première convention d'un montant de 69.155.640 F CFA, est relative à l'organisation de trois (3) ateliers de travail prévus dans le cadre de la mission d'expertise, portant sur l'actualisation des stratégies de gestion des régions frontalières du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

La deuxième, signée le 10 novembre 2015 d'un montant de 327.978.537 F CFA, est relative à un appui à l'ALG en matière d'identification et de financement de projets de développement transfrontalier.

Quant à la troisième convention signée également à la même date que la 2<sup>ème</sup>, elle est relative à la mise en œuvre par l'ALG du volet "Coopération transfrontalière " du projet ACTS. Elle porte sur un montant 22 969 800 F

CFA et vise à appuyer les activités que mènera l'Expert mis par les Nations Unies à la disposition du projet.

Par ailleurs, l'ALG a accompagné une mission d'expertise dédiée à l'« Appui à l'actualisation et à la mise en œuvre des stratégies de gestion des espaces frontaliers au Mali ». La mission s'est déroulée du 01 au 06 Novembre 2015. L'objectif de la mission est d'identifier les enjeux et les problèmes et d'examiner le fonctionnement des institutions concernées par les questions de frontières et les réponses qu'il conviendrait de leur apporter.

A Bamako, la mission a eu des rencontres avec :

- les Ministres concernés par les questions des frontières ;
- les administrations centrales maliennes concernées par la question ;
- l'administration douanière ;
- les forces de défense et de sécurité (gendarmerie, police, garde nationale ;
- des députés de l'Assemblée Nationale du Mali (les membres de la commission parlementaire sécurité et défense) ;
- le Comité National de suivi du Projet "ACTS" au Mali ;
- des élus locaux (les Présidents de région de Gao, Tombouctou, Kidal, Mopti et Ségou) ;
- les partenaires techniques et financiers (outre les représentants du Programme des Nations Unies pour le Développement, de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA), de la Délégation de l'Union Européenne et de EUCAP-Sahel), des représentants de nombreux pays : Allemagne, Suisse, Espagne, Danemark, Pays Bas, Canada, Japon, Etats Unis d'Amérique...).

Les différentes rencontres et entretiens ont été l'occasion d'aborder l'ensemble des questions relatives à l'objet de la mission.

#### ***2.4.5 Diversification du Partenariat***

Le Directeur Général de l'ALG a reçu en audience le 09 juillet 2015, Son Excellence Monsieur Masato Futaishi, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Japon au Burkina. Les échanges ont porté sur les domaines de compétences de l'ALG et les domaines de coopération du

Japon avec le Burkina Faso. L'Ambassade s'est montrée ouverte pour approfondir les échanges dans la perspective d'une coopération future dans des domaines d'intérêt commun.

Par ailleurs, au cours de la période de référence, des rencontres ont été organisées dans le but d'avoir des partenaires dans le domaine des mines pour la recherche de financement des projets en cours et pour l'élaboration d'autres projets :

- rencontre le 29 Juillet 2015 dans les locaux de l'ALG, avec une organisation appelée Alliance pour une Mine Responsable (AMR) en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) afin de voir dans quelles mesures une collaboration peut être établie pour la mise en place des conditions pour l'émergence d'une filière d'or équitable et la réduction de l'utilisation du mercure dans l'orpaillage dans les pays membres de l'ALG ;
- rencontre le 31 Août 2015, avec une entreprise appelée Burkina Emine qui a pour objectifs de participer activement à promouvoir les meilleures pratiques dans les domaines de l'exploration et l'exploitation minières en Afrique de l'Ouest ;
- visite de courtoisie le 28 Juillet 2015 à l'ambassade du Canada au Burkina Faso au regard de la place qu'occupe le Canada dans l'exploitation minière dans la sous-région, en vue d'envisager la possibilité d'établir un partenariat avec elle ;
- rencontre le 11 septembre 2015 à l'Ambassade du Canada au Burkina Faso avec Monsieur Adama SORO, délégué commercial, dans le but d'échanger sur les problèmes dans le secteur minier et voir les actions conjointes qui pourraient être conduites.

## 2.5. Gestion Courante

Les activités courantes se résument aux tâches quotidiennes menées pour assurer un fonctionnement adéquat de la Direction Générale.

### 2.5.1 Gestion du personnel

Les activités courantes liées à la gestion du personnel ont été menées et ont portées essentiellement sur :

- le traitement des salaires ;

- la mise à jour des dossiers individuels et du fichier du personnel ;
- le traitement des dossiers de sécurité sociale ;
- l'établissement des bulletins de présence ;
- le traitement des frais médicaux ;
- l'établissement et le renouvellement des contrats ;
- les décisions à caractère individuel ;
- l'élaboration des lettres de missions et des fiches d'indications des attentes des agents ;
- l'organisation de la visite médicale annuelle.

Relativement au traitement des salaires, il faut souligner que le logiciel de gestion de paie a été défaillant durant la période de juillet 2015 à novembre 2015. Ainsi les bulletins de salaires ont été produits à titre de régularisation. Tous les rappels, dus à l'interruption du logiciel, ont été calculés et effectivement payés aux intéressés.

Pour ce qui est des situations de cotisation des fonctionnaires et contractuels burkinabé auprès de la Caisse Autonome de Retraite des Fonctionnaires (CARFO) et de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), elles sont en cours de régularisation.

Pour les cotisations des expatriés (Mali et Niger) la situation des arriérés sera faite en vue d'une régularisation.

S'agissant des postes vacants, le Ministère de l'Economie et des Finances du Burkina Faso a transmis trois (03) dossiers, pour le recrutement du Chef de Service de l'Agriculture et de l'Elevage. Ce recrutement est en cours de réalisation.

## ***2.5.2 Gestion financière***

### ***2.5.2.1 Recettes***

Au titre des recettes, la contribution des pays est de 294.579.788 FCFA sur un montant prévisionnel de 441.869.682 F CFA, soit un taux de recouvrement de 67%. Les produits de location ont été recouverts à hauteur de 88%. Relativement aux produits de location des salles, il convient de souligner que le Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou (FESPACO), reste redevable à l'ALG pour un montant de 7.910.000 F CFA et ce, malgré les multiples lettres de relance et les rencontres avec les services techniques.

Les recettes sur les exercices antérieurs n'ont pas été totalement apurées, seulement 47% des montants attendus ont été enregistrés.

Le tableau ci-dessous donne la situation de recouvrement des recettes à la date du 31 décembre 2015.

**Tableau : Situation des mobilisations des recettes**

Chapitres et Articles	Libellés	Montant des Recettes 2015	Montant exécuté	Ecart Absolu	Taux d'exécution
<b>Chapitre 1</b>	<b>Subventions des Etats-membres</b>				
Article 1	Burkina	147 289 894	147 289 894	0	100%
Article 2	Mali	147 289 894	147 289 894	0	100%
Article 3	Niger	147 289 894		147 289 894	0%
<b><u>Sous-total1</u></b>		<b><u>441 869 682</u></b>	<b><u>294 579 788</u></b>	<b><u>147 289 894</u></b>	<b><u>67%</u></b>
<b>Chapitre 2</b>	<b>Produits HAO</b>				
Article 1	Recettes des exercices antérieurs (contribution 2013 et 2014)	297 925 401	140 000 000	157 925 401	47%
<b><u>Sous-total2</u></b>		<b><u>297 925 401</u></b>	<b><u>140 000 000</u></b>	<b><u>157 925 401</u></b>	<b><u>47%</u></b>
<b><u>Sous-total1+2</u></b>		<b><u>739 795 083</u></b>	<b><u>434 579 788</u></b>	<b><u>305 215 295</u></b>	<b><u>59%</u></b>
<b>Chapitre 3</b>	<b>Produits de locations immeubles</b>				
Article 1,2,3	location immeuble	48 000 000	44 000 000	4 000 000	92%
Article4	location salles de reunion	22 000 000	17 610 000	6 000 000	80%
<b><u>Sous-total3</u></b>		<b><u>70 000 000</u></b>	<b><u>61 610 000</u></b>	<b><u>10 000 000</u></b>	<b><u>88%</u></b>
<b>Chapitre 4</b>	<b>Commissions de gestion des projets et programmes</b>				
<b><u>sous-total4</u></b>		<b><u>19 000 000</u></b>	<b><u>19 000 000</u></b>	<b><u>0</u></b>	<b><u>100%</u></b>
<b><u>Sous-total1+2+3+4</u></b>		<b><u>828 795 083</u></b>	<b><u>515 189 788</u></b>	<b><u>315 215 295</u></b>	<b><u>62%</u></b>
<b>Chapitre 5</b>	<b>Autres produits HAO</b>				
Article1	Subventions	0		0	0%
Article2	Dons	0		0	0%
Article3	Legs	0		0	0%
Article4	Produits de cession d'actifs	5 000 000	0	5 000 000	0%

Chapitres et Articles	Libellés	Montant des Recettes 2015	Montant exécuté	Ecart Absolu	Taux d'exécution
Article5	Intérêts	0		0	0%
Article6	Vente DAO	1 500 000		1 500 000	0%
<b><u>Sous-total5</u></b>		<b><u>6 500 000</u></b>	<b><u>0</u></b>	<b><u>6 500 000</u></b>	<b><u>0%</u></b>
<b>Chapitre 6</b>	<b>Emprunts</b>				
<b><u>sous-total6</u></b>					<b><u>0%</u></b>
<b><u>Total recette budgétaire</u></b>		<b><u>835 295 083</u></b>	<b><u>515 189 788</u></b>	<b><u>321 715 295</u></b>	<b><u>62%</u></b>

### 2.5.2.2 Dépenses

Le taux d'exécution générale est de 44,70% et se répartit conformément au tableau ci-dessous :

**Tableau : Synthèse des Dépenses de Fonctionnement**

Art.	<u>LIBELLES</u>	<u>Dotations initiales</u>	<u>Engagement</u>	<u>Ecart absolu</u>	<u>Ecart Relatif</u>
1	Charges de personnel	249 219 683	219 208 722	30 010 961	87,96%
2	Matières et fournitures consommables	38 600 000	30 961 549	7 638 451	80,21%
3	Services extérieurs	212 050 000	83 242 152	128 807 848	39,26%
4	<i>Transports consommés</i>	15 000 000	13 987 560	1 012 440	93,25%
5	<i>Charges diverses</i>	-	-	-	0,00%
6	Aménagement, agencement et installat.	2 500 000	-	-	0,00%
7	<i>Mobilier et matériel</i>	20 000 000	1 825 000	18 175 000	9,13%
9	Dépenses sur exercices antérieures	297 925 401	24 173 700	273 751 701	8,11%
	<u>Total budget de fonctionnement</u>	<u>835 295 084</u>	<u>373 398 683</u>	<u>459 396 401</u>	<u>44,70%</u>

Le faible taux d'exécution constaté au niveau du mobilier et matériel (9,13%) et des dépenses sur exercices antérieures (8,11%), est dû au non recouvrement de la totalité des contributions par les pays. Cela a contribué à rendre difficile le fonctionnement du service.

### 2.6. Au Titre des Activités Ponctuelles

Sous la rubrique « Activités ponctuelles » sont logées les activités qui surviennent en cours d'année et qui ne sont pas expressément programmées. Elles s'effectuent généralement dans le cadre des relations avec les Etats membres et les partenaires privilégiés de l'ALG. Il s'agit entre autres de la participation aux réunions, manifestations et cérémonies officielles notamment celles organisées par le pays siège de l'ALG. Aussi, l'ALG a-t-elle participé aux rencontres suivantes :

- *Lancement du projet d'appui à la coopération transfrontalière au sahel, le 13 février 2015 à Paris (France)*

La cérémonie a consacré le démarrage effectif des activités du projet. Elle a été mise à profit pour faire une publicité autour de l'ALG à travers la projection de son film documentaire.

- *Session du Comité de pilotage du Projet d'appui à la coopération transfrontalière au sahel à Paris (France)*

En marge de la session, l'ALG a signé une Convention de coopération entre avec le Ministère français des affaires étrangères et du développement International.

- *Réunion du Comité Régional de l'intégration, les 3 et 4 septembre à Abidjan (Côte d'Ivoire)*

La réunion a élaboré le projet de règlement intérieur du Cadre de concertation, de Coopération et de Partenariat entre les Organisations Intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest a été signé le 14 juin 2013 à Ouagadougou ; le projet de termes de référence pour l'étude sur le mécanisme et les modalités de Coopération et de Partenariat entre les Organisations Intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest.

Cette étude a pour effet de dresser une typologie des OIG qui prend en compte le statut juridique, le mandat, le/les secteur(s) d'activités, les expertises (expérience et profils), les procédures administratives, financières, les partenaires et les modalités de financement/d'appui, les acquis etc.

- *Réunion de lancement de l'initiative base de données pour le Sahel, du 7 au 9 septembre 2015, à Lomé (Togo).*

La réunion de lancement a servi de cadre pour l'élaboration de termes de référence d'une étude qui fera l'inventaire des systèmes d'information et des bases de données existants au niveau de l'espace sahélo saharien de Afrique de l'Ouest et de procéder à la collecte, à la mise en forme et l'organisation des informations statistiques disponibles en vue de les fournir comme données d'entrée pour l'élaboration et la mise en place d'une base de données commune pour le Sahel.

La rencontre a également élaboré un cadre logique pour le suivi de la Stratégie Sahel CEDEAO.

### III. DIFFICULTES RENCONTREES ET CONCLUSION

La période de référence a certes été marquée par le recouvrement des contributions du Burkina Faso et du Mali au budget de fonctionnement de l'ALG ; mais les dates d'effet desdits recouvrement n'ont pas permis à l'ALG de diligenter à bonne date les instructions de la 51<sup>ème</sup> Session du Conseil des Ministres.

Au regard de toutes les difficultés que l'Institution rencontre en matière de mobilisation de ressources, le bilan de la tranche annuelle 2015 du Programme Triennal d'Activités 2015-2017, est jugé satisfaisant et l'Institution a pu faire face sans discontinu, aux charges incompressibles de fonctionnement.

# ANNEXES



**Tableau 1 : Etat de mise en œuvre des recommandations et tâches de la 51<sup>ème</sup> session du Conseil des Ministres**

Recommandations/tâches	Etat de mise en œuvre	Ecart
<b>Recommandation N°1</b> : relative à la tenue d'un Conseil des Ministres extraordinaire en vue d'examiner les résultats de l'Audit Structurel	Les documents et les TDRdes ateliers nationaux d'information et d'appropriation du processus ont été élaborés.	60%
<b>Recommandation N°2</b> : relative à l'implication de l'ALG au processus de reconstruction des régions du Nord du Mali	<ul style="list-style-type: none"> <li>• un Tableau récapitulatif des programmes, projets et études au nombre de quinze (15) a été élaborés ;</li> <li>• une mission conjointe ALG/Etat Malien de suivi-évaluation du portefeuille de projets de l'ALG au Mali a été organisée</li> <li>• un rapport de mission assorti d'un plan d'actions a été établi.</li> </ul>	0%
<b>Recommandation N°3</b> : relative au positionnement de l'ALG en vue de bénéficier des fonds spéciaux dans le cadre du programme sahel	<ul style="list-style-type: none"> <li>• participation à la réunion de lancement de l'initiative base de données pour le sahel et d'élaboration du cadre logique pour le suivi de la stratégie sahel de la CEDEAO ;</li> <li>• participation au lancement officiel du Projet d'Appui à la Coopération transfrontalière au Sahel avec projection du film documentaire sur l'ALG ;</li> <li>• participation à la première session du Comité de pilotage du projet;</li> <li>• signature d'une Convention de coopération entre l'ALG et le Ministère français des affaires étrangères.</li> <li>• Conventions de subvention entre l'ALG et l'Ambassade de France au Burkina Faso signées.</li> </ul>	0%
<b>Recommandation N°4</b> : relative à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une Stratégie de Communication	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le dossier d'appel à candidature pour le recrutement d'un consultant a été élaboré.</li> </ul>	90%
<b>Recommandation N°5</b> : relative à la rencontre des experts en charge de la programmation des investissements	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les termes de référence de la première rencontre ont été élaborés et proposés au Mali</li> </ul>	90%
<b>Recommandation N°6</b> : relative à lapassation de charge de Directeur Général	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La cérémonie de passation de charge de Directeur Général a eu lieu le 18 décembre 2015</li> </ul>	0%
<b>Recommandation N°7</b> : relative à la tenue de la 52 <sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La 52<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres s'est tenue le 27 décembre 2015, à Bamako (Mali)</li> </ul>	0%

**Tableau 2: Etat de mise en œuvre des activités programmées en 2015 au 31 décembre 2015**

Objectifs/Activités	Résultats attendus en 2015	Résultats atteints au 31 décembre 2015	Source de vérification	Ecarts
<b>Evaluation du niveau d'atteinte des résultats intermédiaires des projets en cours</b>				
<b>L'efficacité de la gestion des projets et programmes est améliorée</b>				
<b>Composante agriculture</b>				
<i>Formuler un Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle;</i>	<i>Un document de programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle validé est disponible</i>	<i>La version provisoire du programme a été transmise aux Etats en vue de l'atelier de validation</i>	<i>Lettres de transmission aux Etats</i>	<i>10%</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Organiser l'atelier sous régional de validation du Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle</li> </ul>	L'atelier sous régional de validation du Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle est organisé	<p>Les termes de référence de l'atelier ont été élaborés en vue de sa tenue du 26 au 29 septembre 2015</p> <p>Les lettres de report ont été échangées avec la FAO pour des raisons de sécurité liée au coup d'Etat manqué du 17 septembre 2015 au Burkina Faso.</p>	Classement chronos ALG	80%
<b>Composante Elevage</b>				
<i>Formuler un Programme de développement de l'élevage dans les Etats membres</i>	<i>Un document de programme de développement de l'élevage dans les Etats membres validé est disponible</i>	<i>Le document d'étude de pré-faisabilité a été élaboré en vue de l'étude de faisabilité</i>	<i>Classement chronos ALG</i>	<i>90%</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer les termes de référence en vue de la recherche de financement</li> </ul>	Les termes de référence de l'étude de faisabilité sont élaborés et validés	Les termes de référence de l'étude de faisabilité ont été élaborés et validés par les Etats	Classement chronos ALG et Etats	0%
<ul style="list-style-type: none"> <li>Rechercher le financement de l'étude de faisabilité</li> </ul>	Le financement de l'étude de faisabilité est acquis	<p>Les requêtes de financement ont été adressées aux bailleurs de fonds potentiels avec ampliations aux Etats;</p> <p>Le financement de l'étude de faisabilité a été acquis auprès de la BID</p>	<p>Classement chronos ALG et Etats</p> <p>Accord d'assistance technique (subvention) signé entre l'ALG et la BID</p>	0%

Objectifs/Activités	Résultats attendus en 2015	Résultats atteints au 31 décembre 2015	Source de vérification	Ecart
<i>Réaliser l'étude sur la problématique de l'appropriation et du transfert des équipements et infrastructures d'élevage aux bénéficiaires</i>	Les raisons de l'inoccupation des infrastructures d'élevage sont connues et des solutions sont proposées			
<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer les termes de référence en vue de la recherche de financement</li> </ul>	Les termes de référence de l'étude sont élaborés et validés	Les termes de référence de l'étude de faisabilité ont été élaborés et validés	Classement chronos ALG	0%
<ul style="list-style-type: none"> <li>Rechercher le financement de l'étude</li> </ul>	Le financement de l'étude est acquis	<p>Les requêtes de financement ont été adressées aux Partenaires techniques et financiers potentiels avec ampliations aux Etats;</p> <p>Le financement de l'étude a été partiellement acquis auprès de la BOAD</p>	<p>Classement chronos ALG et Etats</p> <p>Lettre d'accord de contribution signé du Président de la BOAD</p>	0%
<b>Composante Environnement et Pêche</b>				
<i>Formuler un Programme transfrontalier de préservation des terres de cultures et de récupération des terres dégradées en adaptation aux changements climatiques</i>	<i>Un document de programmetransfrontalier de préservation des terres de cultures et de récupération des terres dégradées en adaptation aux changements climatiques validé est disponible</i>	<i>Le programmetransfrontalier de préservation des terres de cultures et de récupération des terres dégradées en adaptation aux changements climatiques a été validé</i>	<i>Rapport de l'atelier de validation</i>	<i>0%</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Organiser l'atelier sous régional de validation du Programme transfrontalier</li> </ul>	L'atelier sous régional de validation du Programme transfrontalier est organisé	<p>Les termes de référence de l'atelier ont été élaborés</p> <p>Le document provisoire de programme a été validé en atelier régional les 13 et 14 juillet 2015.</p>	<p>Classement chronos ALG</p> <p>Rapport de l'atelier de validation</p> <p>Document de programme</p>	0%
<b>Composante Hydraulique et de l'Energie</b>				
<i>Assurer le suivi de la mise en œuvre du Programme d'hydraulique pastorale de l'ALG</i>	<i>La mise en œuvre du Programmed'hydraulique pastorale de l'ALG est suivie</i>	<i>Les bilans d'exécution physique et financière ont été élaborés</i>	<i>Rapport d'activités de la Direction Générale ;</i>  <i>Document de revue du PTI 2015-2017</i>	<i>0%</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Organiser les missions de</li> </ul>	Les missions de suivi du Projet	Aucune mission de suivi terrain n'a été réalisée	Rapport d'activités de la	80%

Objectifs/Activités	Résultats attendus en 2015	Résultats atteints au 31 décembre 2015	Source de vérification	Ecart
suivi du Programme d'hydraulique ALG Burkina : Projet d'aménagements hydroagricoles du Liptako-Gourma phase III extension (AHA-ALG-IIIIE)	d'aménagements hydroagricoles du Liptako-Gourma phase III extension (AHA-ALG-IIIIE)	L'ALG a participé à la 8 <sup>ème</sup> session du Comité de pilotage le 23 décembre 2015	Direction Générale	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Suivre l'instruction de la requête du Niger auprès de la BOAD</li> </ul>	Le financement du Programme d'hydraulique ALG/Niger est acquis	Aucune activité n'a été initiée	Rapport d'activités de la Direction Générale	80%
<i>Formuler le Programme régional de Gestion Intégré des Ressources et Equipements Pastoraux (GIREP) en zones transfrontalières</i>	<i>Un document de programmerégional de Gestion Intégré des Ressources et Equipements Pastoraux en zones transfrontalières validé est disponible</i>	<i>Un 1er draft du projet de programme régional a été élaboré</i>	<i>Classement ALG</i>	<i>90%</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Contribuer à la recherche de financement complémentaire du projet pilote de GIREP dans l'espace transfrontalier du Forage Christine</li> </ul>	Le financement complémentaire du projet pilote de GIREP dans l'espace transfrontalier du Forage Christine est acquis	Le financement partiel a été acquis auprès du bureau de la Coopération Suisse au Burkina Faso (environ 1,5 milliards de FCFA)  Le Burkina Faso a inscrit le projet dans le cadre du PRAPS	Lettre de confirmation du Bureau de la Coopération Suisse au Burkina Faso	90%
<ul style="list-style-type: none"> <li>Organiser la rencontre des Ministres en charge de l'élevage sur le statut de l'espace transfrontalier du Forage Christine</li> </ul>	La rencontre des Ministres en charge de l'élevage est organisée ;  Le statut de l'espace transfrontalier du Forage Christine est défini	Aucune activité n'a été initiée	Rapport d'activités de la Direction Générale	100%
<i>Formuler un Programme de promotion des énergies renouvelables dans la Région du Liptako-Gourma</i>	<i>Un document de programme de promotion des énergies renouvelables dans la Région du Liptako-Gourma validé est</i>	<i>Une étude de pré faisabilité du programme a été élaborée</i>	<i>Rapport appui institutionnel BAD</i>	<i>90%</i>

Objectifs/Activités	Résultats attendus en 2015	Résultats atteints au 31 décembre 2015	Source de vérification	Ecart
	<i>disponible</i>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>Rechercher le financement en vue de la réalisation de l'étude de faisabilité</li> </ul>	Le financement de l'étude de faisabilité est acquis	Le financement de l'étude faisabilité a été acquis auprès de la BADEA (42.000 dollars US)	Convention de subvention signée entre l'ALG et la BADEA	0%
<ul style="list-style-type: none"> <li>Recruter un Bureau d'études en vue de la réalisation de l'étude de faisabilité</li> </ul>	Un Bureau d'études en vue de la réalisation de l'étude de faisabilité est recruté	Le dossier d'appel d'offre a été élaboré ;  Une liste restreinte de Bureaux d'études a été élaborée ;  L'ensemble du dossier a été soumis à l'avis de non objection de la BADEA	Classement chronos ALG	60%
<b>Composante Infrastructures et communications</b>				
<i>Assurer le suivi de la mise en œuvre du Programme prioritaire d'aménagement des routes secondaires inter-états</i>	<i>La mise en œuvre du Programme prioritaire d'aménagement des routes secondaires inter-états est suivie</i>	<i>Les études de faisabilité du programme ont été réalisées et les coûts ont été actualisés</i>	<i>Rapport d'activités de la Direction Générale ;  Document de revue du PTI 2015-2017</i>	<i>100%</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Rechercher le financement en vue de la réalisation du programme</li> </ul>	Le financement du programme est acquis	La BADEA a confirmé sa participation au financement en collaboration avec d'autres partenaires potentiels ;  D'autres partenaires ont été sollicités et leurs réactions sont attendues.	Rapport d'activités de la Direction Générale	0%
<i>Réaliser l'étude de faisabilité technico-économique et environnementale du chemin de fer des mines : Bretelle Dori-Tambao-Ansongo</i>	<i>Un document de projet de chemin de fer des mines : Bretelle Dori-Tambao-Ansongo validé est disponible</i>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer les termes de référence en vue de la réalisation de l'étude</li> </ul>	Les termes de référence en vue de la réalisation de l'étude sont élaborés et validés	Un projet de termes de référence a été élaboré et soumis aux amendements des Etats ;  Le Burkina Faso et le Niger ont fait parvenir leurs contributions. La réaction du Mali est toujours attendue	Rapport d'activités de la Direction Générale  Classement chrono ALG	10%

Objectifs/Activités	Résultats attendus en 2015	Résultats atteints au 31 décembre 2015	Source de vérification	Ecart
<i>Réaliser l'étude de faisabilité d'un programme d'amélioration de la navigabilité du fleuve Niger entre Mopti et Gaya</i>	<i>Un document de programme d'amélioration de la navigabilité du fleuve Niger entre Mopti et Gaya validé est disponible</i>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer les termes de référence en vue de la réalisation de l'étude</li> </ul>	Les termes de référence en vue de la réalisation de l'étude sont élaborés et validés	Les termes de référence ont été élaborés et amendés par les Etats	Rapport d'activités de la Direction Générale	0%
<ul style="list-style-type: none"> <li>Rechercher le financement en vue de la réalisation de l'étude</li> </ul>	Le financement en vue de la réalisation de l'étude est acquis	<p>La BOAD a donné son accord de principe pour financer l'étude ;</p> <p>Le Niger a envoyé sa requête, les réactions du Mali et du Burkina Faso sont attendues ;</p> <p>Le Niger a obtenu un financement de l'IDA pour l'itinéraire Gaya-Frontière du Mali</p>	Rapport d'activités de la Direction Générale	50%
<i>Réaliser une étude de faisabilité technico-économique et environnementale d'un projet de Transport Rural</i>	<i>Un document de projet de transport rural dans la Région du Liptako-Gourma validé est disponible</i>	<i>Une étude de pré-faisabilité du programme a été élaborée</i>	<i>Rapport appui institutionnel BAD</i>	<i>90%</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer les termes de référence en vue de la réalisation de l'étude</li> </ul>	Les termes de référence en vue de la réalisation de l'étude sont élaborés et validés	Les termes de référence ont été élaborés et amendés par les Etats	Rapport d'activités de la Direction Générale	0%
<ul style="list-style-type: none"> <li>Rechercher le financement en vue de la réalisation de l'étude</li> </ul>	Le financement en vue de la réalisation de l'étude est acquis	La recherche de financement est en cours	Rapport d'activités de la Direction Générale	100%
<i>Réaliser une étude de faisabilité d'un Programme de promotion des TIC dans la Région du Liptako-Gourma</i>	<i>Un document de programme de promotion des TIC dans la Région du Liptako-Gourma validé est disponible</i>		-	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer les termes de référence en vue de la réalisation de l'étude</li> </ul>	Les termes de référence en vue de la réalisation de l'étude sont élaborés et validés	Les termes de référence ont été élaborés et amendés par les Etats	Rapport d'activités de la Direction Générale	0%

Objectifs/Activités	Résultats attendus en 2015	Résultats atteints au 31 décembre 2015	Source de vérification	Ecart
<ul style="list-style-type: none"> <li>Rechercher le financement en vue de la réalisation de l'étude</li> </ul>	Le financement en vue de la réalisation de l'étude est acquis	L'étude a déjà été réalisée par l'UEMOA ;  L'ALG s'est appropriée des résultats de l'étude réalisée par l'UEMOA en vue d'un partenariat de maîtrise d'ouvrage déléguée.	Rapport d'activités de la Direction Générale	0%
<b>Composante Industrie et Mines</b>				
<i>Réaliser une étude pour la création d'ateliers-écoles dans les pays membres de l'ALG en vue de l'amélioration de l'exploitation minière à petite échelle</i>	<i>Un document de projet de création d'ateliers-écoles dans les pays membres de l'ALG en vue de l'amélioration de l'exploitation minière à petite échelle validé est disponible</i>		-	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer les termes de référence en vue de la réalisation de l'étude</li> </ul>	Les termes de référence en vue de la réalisation de l'étude sont élaborés et validés	Les termes de référence ont été élaborés et amendés par les Etats	Rapport d'activités de la Direction Générale	0%
<ul style="list-style-type: none"> <li>Rechercher le financement en vue de la réalisation de l'étude</li> </ul>	Le financement en vue de la réalisation de l'étude est acquis	Un financement partiel a été acquis auprès de la BID  La recherche du financement complémentaire est en cours	Rapport d'activités de la Direction Générale	80%
<i>Recruter un Assistant technique du Royaume du Maroc à l'ALG dans le domaine des mines</i>	<i>Un Assistant technique du Royaume du Maroc dans le domaine des mines est mis à la disposition de l'ALG</i>		-	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer les termes de référence en vue de bénéficier des services de l'Assistant technique</li> </ul>	Les termes de référence en vue de bénéficier des services de l'Assistant technique sont élaborés et validés	Les termes de référence ont été élaborés et amendés par les Etats	Rapport d'activités de la Direction Générale	0%
<ul style="list-style-type: none"> <li>Rechercher le financement en vue de bénéficier des services de l'Assistant technique</li> </ul>	Le financement en vue de bénéficier des services de l'Assistant technique est acquis	La recherche du financement est en cours	Rapport d'activités de la Direction Générale	100%
<i>Réaliser le levé géophysique aéroporté sur l'ensemble des</i>	<i>Un levé géophysique aéroporté sur l'ensemble des territoires des</i>	<i>Le projet est pris en compte par l'UEMOA dans l'espace communautaire</i>	<i>Rapport d'activités de la Direction Générale</i>	<i>0%</i>

Objectifs/Activités	Résultats attendus en 2015	Résultats atteints au 31 décembre 2015	Source de vérification	Ecart
<i>territoires des trois Etats membres de l'ALG</i>	<i>trois Etats membres de l'ALG est réalisé</i>	<i>L'ALG assure le suivi</i>		
<i>Réaliser une étude de la faille de Markoye : implication métallogénique et hydrogéologique</i>	<i>L'étude de la faille de Markoye : implication métallogénique et hydrogéologique est réalisée</i>		-	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer les termes de référence en vue de la recherche de financement pour réaliser l'étude</li> </ul>	Les termes de référence en vue de la recherche de financement pour réaliser l'étude sont élaborés	Les termes de référence ont été élaborés mais l'ALG est en attente des informations du Niger pour les finaliser	Rapport d'activités de la Direction Générale	80%
<i>Réaliser la cartographie géologique et la prospection minière au nord du 14ème parallèle dans la Région du Liptako-Gourma</i>	<i>La cartographie géologique et la prospection minière au nord du 14ème parallèle dans la Région du Liptako-Gourma sont élaborées</i>		-	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer les termes de référence en vue de la recherche de financement pour réaliser l'étude</li> </ul>	Les termes de référence en vue de la recherche de financement pour réaliser l'étude sont élaborés	Les termes de référence ont été élaborés mais l'ALG est en attente des informations du Niger pour les finaliser	Rapport d'activités de la Direction Générale	80%
<b>Amélioration du niveau de mobilisation des ressources</b>				
<b>Les activités sont conséquemment mises en œuvre</b>				
<b>Contributions des Etats au budget de l'ALG</b>				
<i>Organiser les missions de recouvrement des contributions des Etats au budget de l'ALG</i>	<i>Les missions de recouvrement des contributions des Etats au budget de l'ALG sont organisées ;</i>  <i>Le fonctionnement adéquat des services est assuré</i>	<i>2/3 des contributions ont été recouvrées avant la fin de l'exercice budgétaire</i>	<i>Rapport d'exécution budgétaire</i>	<i>33,33%</i>
<b>Mobilisation des ressources auprès des Partenaires</b>				
<i>Organiser les missions circulaires de mobilisation des ressources</i>	<i>Les missions circulaires de mobilisation des ressources</i>	<i>Aucune mission n'a été organisée</i>	<i>Rapport d'activités Document de revue du PTI</i>	<i>100%</i>

Objectifs/Activités	Résultats attendus en 2015	Résultats atteints au 31 décembre 2015	Source de vérification	Ecart
<i>auprès des Partenaires</i>	<i>auprès des partenaires sont organisées ;  Le financement du PTI 2015-2017 est acquis</i>		<i>2015-2017</i>	
<b>Renforcement et diversification du partenariat</b>				
<b>Les liens de coopération avec les autres OIG et Institutions sont établis et entretenus</b>				
<b>Avec l'UEMOA</b>				
<i>Mettre en œuvre les Conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée</i>	<i>Les Conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée sont mises en œuvre</i>	<i>Au titre de la Convention 2012, deux (2) marchés à bétail (Koro, Balleyara) ont été construits et deux (2) anciens marchés (Niagoloko, Sikasso) ont été réhabilités ;  L'abattoir de Dori a été équipé ;  Au titre de la Convention 2014, trois (3) marchés à bétail (Bobo, Kadiolo et Téra) ont été construits et réceptionnés</i>	<i>Rapport d'activités de la Direction Générale ;  Procès-verbaux de réception</i>	<i>0%</i>
<b>Avec la CEDEAO</b>				
<i>Mettre en œuvre la Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour le projet pilote de coopération transfrontalière de la zone Sikasso-Korhogo-Bobo-Dioulasso (SKBO).</i>	<i>La Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée est mise en œuvre</i>	<i>Mission de travail auprès du BNETD (RCI) ;  acquisition d'équipements informatique et de bureautiques au profit du réseau transfrontalier de radios communautaires KURUMBA ;  organisation de l'AG et financement de sessions de formation des membres réseau de radios communautaires KURUMBA ;  acquisition d'équipements de transformation et de séchage de fruits au profit du Groupement (GIE-BMCI)</i>	<i>Rapport d'activités de la Direction Générale ;  Rapports de missions  Procès-verbaux de réception</i>	<i>0%</i>

<b>Objectifs/Activités</b>	<b>Résultats attendus en 2015</b>	<b>Résultats atteints au 31 décembre 2015</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Ecart</b>
<i>Participer aux rencontres statutaires du Cadre de concertation, de Coopération et de Partenariat entre les OIG de l'Afrique de l'Ouest</i>	<i>La participation de l'ALG aux rencontres statutaires du Cadre de concertation, de Coopération et de Partenariat entre les OIG de l'Afrique de l'Ouest est effective</i>	<i>Réunion du Comité Régional de l'intégration, les 3 et 4 septembre à Abidjan (Côte d'Ivoire)</i> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>Le règlement intérieur du Cadre de concertation a été élaboré ;</i></li> <li><i>Les TDR pour l'étude sur le mécanisme et les modalités de Coopération et de Partenariat entre les OIG ont été élaborés.</i></li> </ul>	<i>Rapport d'activités de la Direction Générale ;</i>  <i>Rapports de missions</i>	<i>0%</i>
<i>Participer aux rencontres statutaires du Secrétariat technique de la plateforme de coordination de la stratégie sahel de la CEDEAO.</i>	<i>La participation de l'ALG aux rencontres statutaires du Secrétariat technique de la plateforme de coordination de la stratégie sahel de la CEDEAO est effective</i>	<i>Réunion de lancement de l'initiative base de données pour le Sahel, du 7 au 9 septembre 2015, à Lomé (Togo).</i> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>Les TDR d'une étude sur l'inventaire des systèmes d'information et des bases de données en vue d'une base de données commune pour le Sahel ont été élaborés.</i></li> <li><i>Le cadre logique pour le suivi de la Stratégie Sahel CEDEAO a été élaboré.</i></li> </ul>	<i>Rapport d'activités de la Direction Générale ;</i>  <i>Rapports de missions</i>	<i>0%</i>
<b>Avec la Coopération Suisse</b>				
<i>Mettre en œuvre les accords de partenariat</i>	<i>Les accords de partenariat sont mis en œuvre ;</i>  <i>Le financement des projets est acquis</i>	<i>Le financement partiel du projet GIREP a été acquis (environ 1,5 milliards F CFA);</i>  <i>Rencontre avec le Conseiller Régional en charge de la Gouvernance Locale Publique le 22 juillet 2015, autour du PCTL/UEMOA</i>	<i>Lettre Coopération Suisse</i>  <i>Rapport d'activités de la Direction Générale ;</i>	<i>0%</i>
<b>Avec la France</b>				
<i>Mettre en œuvre les accords de partenariat</i>	<i>Les accords de partenariat sont mis en œuvre ;</i>  <i>Le financement des projets est acquis</i>	<i>L'ALG a participé :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>à la cérémonie officielle de lancement du projet ACTS à Paris (février 2015);</i></li> <li><i>à la première session du Comité de pilotage du projet à Paris (juin 2015)</i></li> </ul> <i>une Convention de coopération entre l'ALG et</i>	<i>Rapport d'activités de la Direction Générale ;</i>  <i>Rapports de missions</i>  <i>Conventions de financement</i>	

Objectifs/Activités	Résultats attendus en 2015	Résultats atteints au 31 décembre 2015	Source de vérification	Ecart
		<p><i>le Ministère français des affaires étrangères et du développement international a été signée (juin 2015) ;</i></p> <p><i>trois conventions de financement avec l'Ambassade de France au Burkina Faso ont été signées.</i></p> <p><i>L'ALG a accompagné une mission d'expertise dédiée à l'« Appui à l'actualisation et à la mise en œuvre des stratégies de gestion des espaces frontaliers au Mali » (01 au 06 Novembre 2015)</i></p>		
<b>Gestion courante</b>				
<b>Les résultats sont atteints dans le respect des procédures de gestion</b>				
<b>Gestion du personnel</b>				
<i>Assurer la gestion du personnel</i>	<i>La gestion du personnel est assurée</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>le traitement des salaires ;</i></li> <li>• <i>la mise à jour des dossiers individuels et du fichier du personnel ;</i></li> <li>• <i>le traitement des dossiers de sécurité sociale ;</i></li> <li>• <i>l'établissement des bulletins de présence ;</i></li> <li>• <i>le traitement des frais médicaux ;</i></li> <li>• <i>l'établissement et le renouvellement des contrats ;</i></li> <li>• <i>les décisions à caractère individuel ;</i></li> <li>• <i>l'élaboration des lettres de missions et des fiches d'indications des attentes des agents ;</i></li> </ul>	<i>Dossiers individuels des agents</i>	<i>0%</i>

Objectifs/Activités	Résultats attendus en 2015	Résultats atteints au 31 décembre 2015	Source de vérification	Ecart
		<ul style="list-style-type: none"> <li>l'organisation de la visite médicale annuelle.</li> </ul>		
<b>Exécution budgétaire</b>				
<i>Assurer l'exécution du budget</i>	<i>L'exécution du budget est assurée</i>	<p><i>Au titre des recettes, la contribution des pays est de 294.579.788 FCFA sur un montant prévisionnel de 441.869.682 F CFA, soit un taux de recouvrement de 67%.</i></p> <p><i>Au titre des dépenses, les engagements sont portés sur un montant de 373.398.683 F CFA sur une prévision 835.295.084 F CFA, soit un taux d'exécution de 44,70%</i></p>	<i>Rapport budgétaire</i>	<i>d'exécution 0%</i>

**Tableau 3 : Etat de mise en œuvre des activités hors programme au 31 décembre 2015**

N° d'ordre	Activités menées au 31 décembre 2015	Résultats atteints au 31 décembre 2015	Période de réalisation
01	Dynamisation de la mutuelle des travailleurs	La mutuelle est fonctionnelle ; Les agents ont été assistés à l'occasion d'évènements sociaux ; Des opérations vivres ont été organisées au profit des agents à des conditions avantageuses ; Des crédits ont été octroyés aux agents ayant exprimé le besoin.	Toute l'année
02	Participation au lancement du projet d'appui à la coopération transfrontalière au sahel, à Paris (France)	démarrage effectif des activités du projet publicité autour de l'ALG à travers la projection de son film documentaire.	11 au 15 février 2015
03	Participation à la session du Comité de pilotage du Projet d'appui à la coopération transfrontalière au sahel à Paris (France)	Signature d'une Convention de coopération avec le Ministère français des affaires étrangères et du développement International.	28 juin au 1 <sup>er</sup> juillet 2015
04	Participation à la réunion du Comité Régional de l'intégration, à Abidjan (Côte d'Ivoire)	Le règlement intérieur du Cadre de concertation a été élaboré ;  Les TDR pour l'étude sur le mécanisme et les modalités de Coopération et de Partenariat entre les OIG ont été élaborés.	2 au 5 septembre 2015
05	Participation à la réunion de lancement de l'initiative base de données pour le Sahel, à Lomé (Togo)	Les TDR d'une étude sur l'inventaire des systèmes d'information et des bases de données en vue d'une base de données commune pour le Sahel ont été élaborés.  Le cadre logique pour le suivi de la Stratégie Sahel CEDEAO a été élaboré.	du 6 au 10 septembre 2015
06	Participation à la mission d'expertise dédiée à l'« Appui à l'actualisation et à la mise en œuvre des stratégies de gestion des espaces frontaliers au Mali »	le fonctionnement des institutions concernées par les questions de frontières et les réponses qu'il conviendrait de leur apporter ont été examinés.	01 au 06 Novembre 2015
07			
08			

N° d'ordre	Activités menées au 31 décembre 2015	Résultats atteints au 31 décembre 2015	Période de réalisation
09			
10			
11			
12			

